

Chapitre 2

RÉGIME ANGLAIS (1759-1867)

LES FRANCOPHONES À KINGSTON APRÈS LA CHUTE DU FORT FRONTENAC *

8. LA PÉRIODE DE TRANSITION

Le colonel Bradstreet s'empare du Fort Frontenac le 28 août 1758. La colonie vient de perdre un riche butin, un armement précieux et surtout la maîtrise des Grands Lacs. Cependant, cette reddition ne semble pas irréparable puisque le détachement anglais n'occupe pas la place et se retire aussitôt après sa victoire. Vaudreuil renvoie alors Duplessis-Fabert à Cataracoui avec mission de restaurer le fort; pourtant, le 7 septembre, rien n'a encore bougé. Le gouverneur confie alors le commandement du détachement au lieutenant Antoine-Gabriel Benoit. Celui-ci dispose de 20 chevaux et il recevra un renfort de 600 soldats, miliciens et journaliers une fois qu'il aura fait reconstruire les logements. Au début, il devra recourir à l'aide des Indiens. Le 25 septembre, l'ingénieur en chef de la Nouvelle-France, Nicolas de Pontleroy, est rendu sur les lieux, mais il se moque des fortifications. Il déclare que la position du fort est intenable puisqu'elle est dominée par les hauteurs environnantes. D'après lui, cette place peut tenir contre les Sauvages, qui n'ont pas de canons, mais pas contre les Anglais.¹ Aussi, Pontleroy décide-t-il d'aller s'établir à La Présentation (Ogdensburg) et d'y construire les trois barques commandées par Vaudreuil. Lévis y fait une brève apparition à la fin de l'été de 1759, mais il n'y effectue qu'une simple reconnaissance et se replie vite sur Montréal à la suite de la reddition du Fort Niagara.

* Conférence prononcée devant la Société historique de Kingston et parue sous le titre «Kingston French Heritage» dans *Kingston Historical Society*, XIV, n° 3 (Kingston, 1953). Revue et augmentée.

À toutes fins pratiques, le passage de Pontleroy marque l'abandon du Fort Frontenac par l'armée française et plusieurs historiens s'empressent d'affirmer que l'endroit est désormais laissé aux Indiens nomades, aux loups et aux ours. Par exemple, l'historien anglais James A. Roy affirme que « la population catholique locale, à l'exception de quelques innocents mi-français, mi-indiens, a disparu de ces parages. »² Richard Cartwright va encore plus loin en disant que : « Le pays qu'on appelle maintenant le Haut-Canada n'a été colonisé et cultivé qu'aux environs de Détroit avant 1784, date à laquelle les troupes provinciales en service dans le Québec sont réduites et que les loyalistes commencent à arriver. »³ Donc, c'était bien la fin de toute vie française en ces lieux; d'ailleurs, dès l'abandon du fort, on allait changer les noms de ces îles magnifiques qui jalonnent le fleuve en cet endroit : la Grande île devient Wolfe Island; l'île Tonti, Amherst Island; l'île-aux-Chevreaux, Carleton Island; l'île Cauchois, Howe Island,

Il faut admettre que la période allant de la fin de 1758 à 1783 est assez obscure. Mais doit-on conclure qu'il y eut une interruption de vingt-cinq ans dans l'histoire de Kingston ? Malheureusement, les preuves exactes du contraire nous manquent, mais il ne faudrait pas négliger les quelques présomptions dont nous disposons. D'abord, il est vraisemblable que les Français devenus Canadiens aient laissé à Cataracoui une équipe volante chargée de protéger le poste et de surveiller les opérations commerciales. C'était encore un endroit fort commode puisqu'il permettait une halte entre Montréal et les quelques avant-postes des pays d'en haut encore aux mains des Français.

Les troupes allant à ce fort ou en revenant y cantonnaient et les soldats du capitaine René Hippolyte Laforce y montaient régulièrement. Au reste, on sait que, dès 1750, les militaires affectés au Fort Frontenac pouvaient y amener femmes, enfants, parents et serviteurs.⁴ Autour du fort vivaient sûrement plusieurs familles françaises et indiennes occupées à la culture, au commerce des fourrures et, en général, au service de la place qui, à certains moments, avait abrité une garnison de 1 500 hommes et des régiments complets, en route pour Niagara, Détroit et autres postes des Grands Lacs. Les coureurs

des bois y laissaient sans doute leur famille et certains représentants des puissants marchands de Montréal y avaient élu domicile. Tous ces gens-là pouvaient difficilement laisser l'endroit où ils s'étaient établis, où ils gagnaient leur vie, où habitait leur famille, surtout en 1763, quand le pays tout entier fut cédé à la couronne britannique à la signature du traité de Paris.

Il est certain que Vincent Laforce y arrive le 16 août 1769. On sait que l'année suivante, Jean-Baptiste Rousseau quitte Montréal pour Cataracoui chargé de 80 gallons de rhum et de brandy ainsi que de 16 gallons de vin ! Il n'allait pas boire à lui seul tout cet alcool et il comptait sûrement trouver quelques fourrures en échange. D'autres noms sont également mentionnés, notamment Pierre et Jacques Lacoste, François Rivet, Amable Curot, une femme, M^{me} Mayrand. Ces gens n'étaient certainement pas seuls en cet endroit. L'historien Roy signale même que l'arpenteur Bongard aurait constaté l'existence d'un petit village quand il a fait l'arpentage de la région après la chute du Fort Frontenac.⁵

À partir de 1781, les traces d'activité française ne manquent pas. On trouve cette année-là le lieutenant François Dambourgès dans l'île Carleton. Le capitaine Laforce, de Lachine, commandant de la marine sur le lac Ontario depuis 1777, accompagne l'arpenteur Samuel Holland, qui a fait le relevé du terrain où se trouve Fort Henry, ainsi que Gabriel Cotté. D'ailleurs, la troupe d'assistants et de serveurs qui suivent ces arpenteurs se compose à peu près exclusivement de Canadiens français et les bateaux qui les transportent sont pilotés par des voyageurs de Lachine ou de Laprairie.

L'indépendance américaine amène quelque 7 000 loyalistes sur nos rives à partir de 1783. Le groupe du capitaine Christian-Daniel Claus, qui lui-même avait combattu à Cataracoui, décide de s'établir sur les terres nouvellement arpentées de la baie de Cataracoui. Ces immigrants, après avoir passé un hiver à Sorel, pensent connaître les Canadiens français de l'endroit puisque trois d'entre eux ont cru bon de signer la déclaration suivante : «Après une étude et une observation attentives, il nous a semblé que le même nombre d'habitants du Bas-Canada peut consommer une quantité beaucoup plus considé-

nable de spiritueux, peut-être le double de ce qu'absorberait un nombre égal d'habitants du Haut-Canada. Au lieu du thé dégusté généralement chez nous, leur petit déjeuner consiste d'ordinaire en une croûte de pain et un verre de rhum : la rigueur du climat est censée être la cause de ce fréquent recours à l'alcool à d'autres heures de la journée et les nombreux jours fériés qu'ils observent favorisent ces habitudes de paresse et de dissipation qui se prêtent si bien à l'intempérance.»⁶ C'était probablement le temps du jour de l'an !

Le 4 juillet 1792, lors de l'installation du gouverneur John Graves Simcoe, les Canadiens français sont noblement représentés par le commodore non pas Joseph, comme on le mentionne souvent, mais Jean-Baptiste Bouchette, commandant de la Marine du lac Ontario, et ses officiers dans leurs uniformes brodés d'or. Cette année-là, lady Simcoe compte une cinquantaine de maisons et d'entrepôts à Kingston. C'est un bien petit village pour y avoir établi le siège du parlement du Haut-Canada en 1791. Mais l'importance du travail législatif n'a pas attendu la grandeur de la ville. Les députés vont au plus pressé. On sait par exemple que le roi d'Angleterre George III avait reconnu les lois du pays. Donc, les rites de l'Église romaine étaient les seuls légitimes. Par exemple, les titres de propriété, les actes de mariage étaient invalides et tous les enfants nés dans le Haut-Canada étaient illégitimes et infidèles même si le mariage et le baptême avaient été célébrés par un ministre régulier de l'Église d'Angleterre. Pour les Loyalistes, c'était un peu fort et ils réussirent vite à mettre fin à cette influence papiste.⁷

À cet égard, c'étaient des missionnaires qui veillaient à la santé spirituelle des catholiques de Kingston. Apparemment, la chapelle de bois rond construite par les récollets de La Salle, grâce à un octroi royal daté de Compiègne en mai 1675 et signé par Louis XIV et Colbert, avait cédé aux ravages du temps. Le missionnaire sulpicien célébrait donc la messe dans la maison de bois d'un M. Lesage, au coin des rues Queen et Bagot.⁸ Le 19 septembre 1793, deux émigrés français, l'abbé Jean-Louis Desjardins et le Chevalier LaCorne de Saint-Luc, avaient demandé à lord Simcoe un terrain pour bâtir une église, un presbytère et une maison de la Providence, mais on ignore

l'emplacement de ces projets de construction et, ne recevant aucune réponse à leur requête, les deux promoteurs de cette entreprise orientent leurs efforts dans une autre direction.⁹ Donc, aucune chapelle pour l'instant et, en 1795, l'abbé Pierre-Laurent Bédard doit s'occuper des pauvres Français de Kingston et des catholiques de la garnison, des voyageurs de passage et de l'équipage des navires de la Marine provinciale. Pourtant, il n'est pas officiellement nommé curé de la paroisse parce que, selon les règlements de l'époque, la majorité de la population est protestante.

Cette même année 1795, Kingston eut l'honneur de la visite d'un autre noble émigré français, le comte François-Alexandre La Rochefoucault-Liancourt, homme politique, agriculteur et philanthrope qui avait fui la révolution française en Angleterre en 1792, puis en 1795 était passé en Amérique du Nord où il séjourna pendant quatre ans. La relation de son voyage comprend huit volumes.¹⁰ C'est durant son passage à Kingston que le comte reçut du gouverneur, sir Frederic Haldimond, l'interdiction de rentrer dans le Bas-Canada à cause de ses diatribes contre le clergé canadien, les prêtres catholiques en particulier et, peut-être aussi, parce qu'il exagérait grandement l'amour des Canadiens pour son pays révolutionnaire, ce qui inquiéta sans doute l'administration du temps. L'exilé de la France se voyait ainsi rejeté hors de la Nouvelle-France. Notons que cet illustre visiteur estime de 120 à 130 le nombre de maisons de Kingston, soit une augmentation de 80 en trois ans ! D'après lui, aucune construction ne se distingue des autres par son apparence.¹⁰

Il existe, cependant, une légère différence entre l'estimation de La Rochefoucault et celle d'Isaac Weld qui parcourait le Canada les mêmes années. Weld affirme en effet que Kingston compte près de 20 000 habitants. Évidemment ce « près de » reste assez élastique.¹¹ Et en 1862, un autre voyageur du nom de F. H. Johnson n'aura qu'à ajouter « la plupart d'origine française » pour faire de cette erreur une énormité !¹²

9. LES ÉMIGRÉS FRANÇAIS ET CANADIENS-FRANÇAIS

D'autres exilés français parvenus à Londres devaient bientôt passer à Kingston. Royalistes et Loyalistes allaient se donner la main pour coloniser le Haut-Canada. C'est, en substance, la réponse que le gouverneur John Graves Simcoe finira par donner à la pétition de l'abbé Desjardins qui lui demandait des terres : « Il est bon que vous sachiez que la Province du Haut-Canada est surtout habitée par des personnes qui ont été chassées des États-Unis pour ce même attachement à leur roi qui caractérise dans le moment actuel la conduite des loyaux Français éprouvés par les horreurs de l'exil. Ce sera pour les Français qui viendront coloniser le Haut-Canada un allègement à leurs souffrances que de vivre à côté d'un peuple qui sympathisera avec eux dans leurs malheurs communs. »¹³ En effet, en juillet 1798, après avoir obtenu la permission du gouvernement britannique de s'établir dans le Haut-Canada, un groupe assez hétérogène de nobles et d'anciens officiers français de l'Armée royale quitte Portsmouth (Angleterre) pour Québec. Ils sont 38 émigrés, soit 31 hommes et 7 femmes, sous la direction de Joseph-Geneviève, comte de Puisaye. À Québec, un renfort de 21 Canadiens français se joint à eux, parmi lesquels Joseph Valière, forgeron, et sa famille. Ils font voile vers Montréal en bateaux, puis de Montréal à Kingston, ils empruntent la route pénible ordinaire par terre et par eau. De Newark (Niagara-on-the-Lake), le 3 novembre 1798, le gouverneur Russell écrit au duc de Portland qu'il a adressé à Kingston au comte de Puisaye une lettre dans laquelle il lui dit qu'il est impossible, dans cette saison avancée de l'année, de trouver dans sa ville des logements convenables pour recevoir un si grand nombre de personnages distingués et il le prie en conséquence de vouloir bien s'arrêter à Kingston avec sa suite ou d'en envoyer une partie à Newark où il pourra plus aisément trouver le moyen de se loger qu'à Kingston « lieu qu'on disait malsain et quasi inhabitable ».

Cette petite cour de Versailles arrive à Kingston le 29 octobre 1798. C'est l'honorable Richard Cartwright qui doit accueillir ce noble contingent et lui fournir des quartiers pour l'hiver. Il installe ces immigrants dans le secteur connu sous le nom de « Village français » ou Picardville et compris entre les rues Princess, Division,

Raglan Road et Barrie. Seul, le comte de Puisaye poursuit sa route jusqu'à York (Toronto) où on lui a concédé 70 000 acres de terre dans un endroit qu'on appellera Windham, près de Richmond Hill. À Noël, 13 autres membres du groupe rejoignent le comte; le reste du contingent préfère attendre au printemps. En février 1799, on avait fini de construire 18 maisons. Mais le comte n'est pas satisfait de sa concession de Windham et il s'achète une terre à Niagara où il s'installe jusqu'en 1802, année où il rentre en Angleterre avec sa famille et ses serviteurs. Quand aux autres Français, cinq d'entre eux, deux membres de la noblesse, Jean de Beauvoir, marquis de Saint-Aulaire et Jean-Baptiste Coster de Saint-Victor en ont assez de cette vie de « colon » et demandent un passeport pour rentrer en France. Un autre, Laurent Quetton Saint-Georges, s'adonne pendant deux ou trois ans au commerce de fourrures. Peu à peu les autres émigrés de Windham, déçus de leur aventure, rentrent en France après la révolution.¹⁴

De leur côté, les Canadiens français restés à Kingston trouvent un nombre assez imposant de leurs compatriotes déjà bien installés. Il n'y a qu'à feuilleter le *Parish Register of Kingston* pour relever une longue série de noms : Rousseau, Rocheleau (maçon), Laborde, Beaupré (constructeur de navire), Valière (forgeron), Deguise, Letang, Thibodeau (hôtelier), Grenier, Charbonneau, Lapointe, Dubois, Simoneau, Malbeuf, Gauvreau, Madore, Sansouci, Poncet (aubergiste), Bouchette, Beaubien, Descarreaux, Prévost (marchand et couturier), et beaucoup d'autres noms comportant une drôle d'épellation. Lisette Brindamour, épelée Branamoul !¹⁵ Fait surprenant, tous ces noms français apparaissent dans le registre paroissial de l'église anglicane St. George, ainsi que la mention de baptêmes, de mariages et de funérailles. Des catholiques fréquentant une église protestante ? La clé de cette énigme se trouve dans l'histoire de la paroisse de la cathédrale St. George : « Les Catholiques romains de la garnison ont obtenu la permission de fréquenter l'église St. George comme on le fait à Montréal et à Québec. »¹⁶ La garnison était en partie francophone à cause de la présence du Royal Canadian Volunteers, unité canadienne-française affectée exclusivement au service provincial.

Parmi tous ces noms, quelques-uns ont laissé des traces dans notre ville. Le plus célèbre est sans doute François-Xavier Rocheleau

venu de Trois-Rivières s'établir à Cataracoui. Il est maître-maçon, métier noble entre tous; ce sont des bâtisseurs d'églises et de cathédrales. Dès 1797, il demande un terrain de 200 pieds à la ville. En 1798, il achète le lot 98, rue Princess. En 1802, il est nommé agent de la paix. La paroisse St. George lui demande de construire un mur de pierre autour de l'église et du cimetière, mur qui sera repris et prolongé à 900 pieds dix ans plus tard; c'est lui, aussi, qui dressera un mur de 500 pieds de périmètre, de deux pieds d'épaisseur, de trois pieds sous terre et à 10 pieds de hauteur autour du Palais de Justice en 1803. Un an plus tard, la maçonnerie est terminée. C'est un autre francophone, le charpentier Alexandre Madore, qui s'occupe du plancher, du toit et du clocher. Sa femme Marie-Louise a été trois fois marraine, notamment en avril 1808 pour Benjamin Malbœuf. Le beau-père de François-Xavier Rocheleau, Simon-Augustin Cardinal, achète en mai 1824 une série de quatre terrains sur la rue Queen ainsi que le lot 107 sur la rue Princess.¹⁷

Les affaires spirituelles du Canada, administrées par un seul évêque ayant son siège dans la ville fort éloignée de Québec, n'étaient pas sans souffrir sérieusement en certains endroits du Haut-Canada. Aussi M^{gr} Joseph-Octave Plessis se cherchait-il un auxiliaire qui pourrait prendre en main les problèmes religieux du Haut-Canada. Il le trouva dans la personne d'un brave aumônier écossais, le révérend Alexander Macdonell, arrivé au pays en 1804, qui dirigeait déjà avec beaucoup de tact la mission de Saint-Raphaël. C'était un homme intelligent, vertueux et bilingue, mais surtout puissant auprès du gouvernement anglais. Le gouverneur Francis Gore, du Haut-Canada, ayant manifesté des dispositions libérales envers les catholiques, M^{gr} de Québec lui délègue son grand vicaire pour le prier de ne pas s'opposer à la nomination d'un évêque coadjuteur en Ontario. Et il ajoute avec sollicitude à son grand vicaire :

« Les Catholiques de Kingston méritent une attention spéciale car, si je comprends bien, n'ayant à leur service aucun pasteur de leur confession, ils doivent fréquenter la chapelle anglicane. Je désire ardemment que, en vous rendant à York, vous passiez quelques jours parmi eux pour leur dispenser vos instructions.

entendre leur confession, célébrer la messe et leur trouver un endroit où ils pourraient se réunir les dimanches et jours de fête, réciter ensemble leurs prières et écouter la lecture des Livres Saints.»¹⁸

Les choses vont bon train car, le 25 mars 1806, on avait concédé deux lots au révérend Alexander Macdonell et à Pierre Fortier pour y construire une chapelle catholique. Le 2 avril, on ajoutait trois autres lots pour compléter un acre. En juillet 1807, l'abbé Macdonell convoque une réunion spéciale des catholiques de Kingston pour étudier la situation. Puis, le 8 septembre 1808, il propose à F.-X. Rocheleau par contrat de bâtir un édifice en pierre de 57 pieds de long et de 32 pieds de large. Cette église, dédiée à Saint-Joseph et située au coin des rues Bagot et William, s'est appelée pendant près de quarante ans « la chapelle française ». Une plaque commémorative empruntée à la vieille chapelle est fixée au mur de la nouvelle aile du couvent Notre-Dame; elle se lit comme suit : « Saint-Columba, 9 juin 1808, Rév. A. Macdonell, vicaire général. F.-X. Rocheleau, maçon », celui-là même qui a construit l'immeuble sis au 70-72 de la rue Princess, en inscrivant ses initiales FXR qu'on peut encore voir sur les vieux murs. L'église Saint-Joseph, probablement la première à être construite en pierres en Ontario, a bénéficié des contributions financières de séminaires, de prêtres et de fidèles du Bas-Canada. Pour hâter la construction du temple devant loger son troupeau abandonné, M^{gr} Plessis fait parvenir 380 livres, malgré les fortes sommes qu'il doit fournir aux Trois-Rivières après l'incendie de la chapelle et du monastère des Ursulines parce que, dit-il, « il n'a rien de plus à cœur que de faire aller de l'avant la bonne œuvre de Kingston. »¹⁹

Mais le nouvel évêque de Kingston n'est pas riche, lui qui ne reçoit que 360 livres sterling par année, comparativement aux 3 000 livres de l'évêque anglican. Cela indique sans doute l'importance relative de la population canadienne-française de Kingston. M^{gr} Macdonell nomme l'abbé Rémi Gaulin à la cure de Saint-Joseph en 1812. Nous avons à cet égard le témoignage précieux du capitaine Jacques Viger, qui arrive à Kingston avec son régiment des *Voltigeurs*, en 1813, pour participer à la défense du Haut-Canada contre les invasions américaines :

« Il y a, écrit-il, à Kingston plusieurs familles du Bas-Canada, mais elles n'ont en partage ni le rang, ni la fortune; une ou deux, je crois, ont tout au plus de l'aisance (et nous pensons aux Rocheleau et aux Vallière). Le seul Bas-Canadien avec qui l'on puisse ici s'associer avec agrément et profit est le missionnaire Gaulin, homme vraiment instruit, spirituel et aimable. Il est natif de Québec et parle couramment l'anglais. On ne peut être plus universellement estimé qu'il ne l'est, et il le mérite à plus d'un titre. »²⁰

Mais alors comment ce curé si cultivé peut-il être heureux dans cette nouvelle paroisse ? Son église n'est pas finie à l'intérieur et M^{gr} Plessis a consenti de bonne grâce à ce qu'elle serve d'hôpital militaire. Le gouverneur général ordonne de payer au curé 9 livres par mois pour la location de son église. Tout cela est bien, mais où va-t-il célébrer les services religieux ? L'évêque lui défend de fréquenter l'église anglicane : « Non, il faut éviter cette promiscuité. Dites la messe dans une grange, dans une maison privée ou sous une tente ! »²¹ C'est donc la vie de missionnaire qui recommence; autant vaut se faire aumônier des *Voltigeurs* !

10. LA VIE MILITAIRE

Justement, cette année-là, il y a une infusion de sang français dans la ville. Le 21 mars, le Lcol de Salaberry avait reçu du gouverneur général l'ordre d'envoyer quatre compagnies de *Voltigeurs* dans le Haut-Canada où pointait la menace d'une invasion américaine. À cette époque, le corps des *Voltigeurs* comptait 420 officiers et soldats à peu près tous de langue française. C'étaient pour la plupart des jeunes gens recrutés parmi la classe ouvrière des villes de Québec et de Montréal ou d'honnêtes fils de cultivateurs. Un détachement de 12 officiers et de 250 hommes part de Saint-Philippe le 1^{er} avril et arrive à Kingston les 11 et 12 du même mois. Le transport a été assez difficile. D'abord les femmes et les enfants, puis le bagage des familles gênaient considérablement la marche et exigeaient un nombre important de chevaux et de voitures. Depuis l'automne, les habitants sont forcés d'effectuer le transport des armes et des bagages de ces troupes; une bonne quantité de leurs attelages sont morts de fatigue et ceux qui restent ont peine à se traîner tellement ils sont épuisés.

Les cultivateurs de Laprairie et de Châteauguay doivent se rendre au-delà de Cornwall. Plusieurs préfèrent abandonner traînes et harnais pour se sauver durant la nuit avec leurs chevaux. Ils ont une autre raison de se défilier. C'est qu'on les paie moins bien que leurs concitoyens du Haut-Canada; ils ne gagnent qu'un chelin par lieue; leurs confrères du Haut-Canada reçoivent trois piastres par jour pour aller et autant pour revenir; cela équivaut à 0,15 cents le mille.

Le régiment occupe d'abord les casernes du Fort Frontenac pendant 21 jours. Ironie des choses humaines! Les Canadiens français viennent défendre aujourd'hui, dans les rangs des forces britanniques, ce qu'ils avaient perdu il y a 50 ans. Puis ils déménagent sur le terrain d'un M. Smith en des quartiers qu'ils préparent eux-mêmes, mais qu'ils quittent au bout de dix jours. Ils occupent ensuite les hauteurs de Kingston, mais ils n'y restent que dix jours. Le 17 mai, le général Sir George Prevost les fait déménager à la pointe Henry où ils logent sous des tentes, au milieu de souches, de troncs d'arbres, de cailloux de toutes espèces et dimensions, « terre habitée, dit Viger, par des reptiles, des maringouins, des brûlots, des rats, des crapauds, des araignées, des puces de bois. Bon Dieu, quelle pointe! Quel maudit endroit..! Mais quelle mine pour les naturalistes!»²² Nos pauvres *Voltigeurs* passent quinze jours à abattre les arbres, à nettoyer l'endroit, à niveler le terrain. Enfin, une rangée de grandes tentes vient border les deux côtés d'une longue et large avenue conduisant à la tente du major. Le campement, paraît-il, offrait un joli coup d'œil. Les travaux de déblayage du Fort Henry reviennent donc aux *Voltigeurs* du major Heriot et des capitaines Hense, Viger, Adhémar et Johnson.

D'ailleurs, les *Voltigeurs* ne sont pas les seuls militaires francophones sur les lieux. On en compte beaucoup d'autres dans les rangs du 104^e Régiment, anciennement le New Brunswick Regiment; des Chiasson, des Roy, des Laberge. Le colonel Drummond parle un très bon français. Puis il y a deux unités européennes: le Régiment de Meuron et le Régiment de Watteville, constitués en grande partie de Suisses et de Français. Le Régiment de Watteville nous est mieux connu que l'autre. Après la chute de York, il s'en revenait à Kingston par bateau quand il rencontra la flotte américaine; cinq sur sept vais-

seaux furent capturés et le régiment perdit 150 hommes. Il est encore célèbre par son capitaine-adjutant qui a été l'un des poètes canadiens les plus féconds de cette époque, Joseph Mermet; on l'a souvent appelé l'« Apollon de Kingston ».

Pendant sa vie de garnison à Fort Henry, Mermet a écrit des milliers de vers, pas toujours tendres pour ses hôtes, surtout dans une pièce où il se moque de l'« anglomanie des gens de Kingston » et encore ce poème où il compare le Haut et le Bas-Canada. Après avoir chanté la galeté des gens du Bas, il conclut :

Mais c'est à Kingston que je rime
 Couronnez-nous, Dieu des combats;
 Et si tu me prends pour victime
 Pour le Haut, je laisse le Bas.
 Si cependant ta main propice
 Sans m'immoler guide mes pas
 O Dieu ! j'attends de ta justice
 D'aller bientôt du Haut en Bas.

Et Viger répond par ce correctif fort agréable pour les gens de Kingston et leur poète :

« Ces couplets ne prouvent-ils pas
 Qu'on rime mieux en Haut qu'en Bas ? »²³

Mais c'était aussi la guerre et malheureusement le dieu Mars dérangeait souvent Apollon. On sait que les Américains ont pris York (Toronto) le 27 avril 1813. Dès le 1^{er} mai, Kingston est en alerte. Le capitaine Viger reçoit l'ordre d'aller se poster à Centre Bridge, sur la route de Bath, à la tête de 30 de ses *Voltigeurs*, plus un subalterne et dix hommes du 104^e Régiment. On avait détruit les deux autres ponts sur la route menant à Kingston. Plus tard, son détachement reçoit en renfort un capitaine avec 40 hommes et le chevalier De Lorimier accompagné de 20 Indiens. Du côté est de Kingston, on signale la bravoure d'un petit contingent de *Voltigeurs* conduits par le caporal Chrétien en un raid contre Cape Vincent (N.Y.) le 24 mai. L'amiral Sir James Lucas Yeo, mis au courant du sang-froid et du courage de Chrétien, lui envoie porter une lettre à Kingston. Le gouverneur Prevost voulut le voir, lui fit présent des sabres et des pistolets remportés de Cape Vincent et le promut au grade de sergent.

Trois jours plus tard, soit le 27 mai, c'était au tour de Sacketts Harbour (N.Y.), engagement auquel prirent part deux compagnies de *Voltigeurs*, commandés par le major Frederick George Heriot. Sur les 145 hommes qui firent partie de l'expédition, on compta deux morts et deux blessés. Plusieurs militaires s'y sont illustrés, notamment Brosseau, Bailly, Desjardins, Pambrun. Selon le général Sir Robert Lambert Baynes, le détachement de *Voltigeurs* canadiens sous les ordres du major Heriot s'est conduit avec un courage et une détermination qui justifient l'espoir que cette formation puisse rendre des services fort précieux.

Cette bataille nous a d'ailleurs valu un quatrain très amusant sur les Américains :

« Point de retraite
Comme à Sackett
Honte à qui montre aux combats
Ses pays bas ! »²⁴

Le 27 juillet, trois compagnies des *Voltigeurs* quittent Kingston pour aller rejoindre le général Francis de Rottenburg à Niagara. Là, il n'y eut aucun engagement et les troupes en furent quittes pour admirer les chutes, ce qui nous a valu une superbe description de ce phénomène naturel par notre poète Mermet. Gananoque eut aussi l'honneur de recevoir un détachement des *Voltigeurs* qui occupa la redoute locale.

Pendant que les hommes font la guerre, les femmes s'ennuient dans une ville de garnison. Mermet écrit que « sa famille maigrit à Kingston ». Et que voulez-vous que des femmes fassent quand elles s'ennuient ? « Tout s'est passé convenablement, poursuit Viger, si ce n'est quelques caquets et querelles de femmes. »²⁵ La vie quotidienne dut changer d'aspect au départ de ces trois régiments francophones en 1814 et la vieille taverne Picard, sur la rue Grace, dut perdre alors quelques bons clients. Selon Machar, il y avait une autre taverne à l'angle des rues Wellington et William, connue sous le nom de Taverne de Montréal, qui était le rendez-vous des soldats français. Les militaires partis, il restait les voyageurs, les bateliers, les charpentiers employés aux chantiers maritimes, et les floteurs de bois logés dans les îles Garden et Wolfe.

11. LA VIE SCOLAIRE ET RELIGIEUSE

En plus de l'église et des deux tavernes françaises, il y avait aussi, en 1817, une école du nom d'Académie Latham, anglaise et française, sur la rue Store; elle était dirigée par un ancien commis du chantier naval. Malheureusement, il ne reste aucune indication de la méthode d'enseignement du français utilisée, mais si l'on se fie au seul manuel de géographie des élèves, le Canada français de l'époque n'était pas présenté sous son meilleur jour. Voici quelques questions et réponses de ce manuel publié en 1800 :

« Qu'est-ce que la Nouvelle-France ?

Un large territoire sur le fleuve Saint-Laurent divisé en deux parties Est et Ouest, aussi appelée Mississipi ou Louisiane.

Que renferme la partie Est ?

En plus du Canada proprement dit, elle comporte diverses nations dont les principales sont les Esquimaux, Hurons, Christianaux, Algonquins, Etchemins et Iroquois. Les principales villes sont Québec, Tadoussac et Montréal ». ²⁶

Il faut croire que l'intérêt réservé à l'enseignement du français n'était pas suffisant, si l'on en juge par le salaire et la considération accordés aux instituteurs. Les commissaires d'écoles secondaires du comté ont décidé que les professeurs de matières classiques et de mathématiques recevraient six huitièmes de la masse salariale. L'autre quart devait aller aux professeurs de français et de géographie. ²⁷

Ainsi, tous ces établissements religieux, militaires et scolaires indiquent que la population française de Kingston était assez considérable au tournant du XIX^e siècle. Il faut veiller aux soins de la population catholique francophone de la ville qui doit s'acquitter de ses devoirs religieux à l'église protestante St. George. C'est le curé de St-Raphaël, comté de Glengarry, M^{sr} Alexander Macdonell, qui, à titre de délégué de M^{sr} Plessis de Québec, a charge de tout le Canada-Ouest, comme on appelait ce territoire à l'époque. Justement, après maintes requêtes, il vient d'accueillir un jeune vicaire québécois bilingue dans la personne de l'abbé Rémi Gaulin, à qui il confie la mission de Kingston et la tâche d'y bâtir une église.



M^{GR} RÉMI GAULIN (1787-1857)

deuxième évêque de Kingston (1840-1849)
premier évêque francophone de l'Ontario

Source : Université d'Ottawa, Centre de recherche en civilisation
canadienne-française (CRCCF), Collection générale, Ph123-11-197.
reproduit de : Gérard Brassard, *Armorial des évêques du Canada*,
Montréal, Mercury Publishing Co. Limited, 1940, page 221.

Rémi Gaulin, né à Québec en 1787, a fait ses études classiques au petit séminaire de la ville et ses études théologiques aux grands séminaires de Québec et de Nicolet. Ordonné prêtre par M^{gr} Plessis, à Québec, le 13 octobre 1811, il est nommé vicaire de M^{gr} Macdonell et curé de Saint-Joseph à Kingston. Fort estimé des troupes de la garnison et des catholiques de la ville qui voulaient bien le garder parmi eux, il n'en est pas moins rappelé à Québec où M^{gr} Plessis l'attend pour aller faire sa visite pastorale dans les Maritimes. C'est l'abbé Joseph Périnault qui le remplace à Saint-Joseph.

L'abbé Gaulin ne reviendra des Maritimes qu'en 1822. Il occupe ensuite diverses dessertes aux alentours de Montréal, notamment à Saint-Jean-sur-Richelieu, jusqu'en 1832. Cette année-là, M^{gr} Macdonell, devenu évêque de Kingston depuis six ans, avec juridiction sur tout le Haut-Canada, met plus d'insistance à réclamer un coadjuteur, de préférence francophone, en raison sans doute des tensions qui commencent à se dessiner entre les divers groupes catholiques. M^{gr} Lartigue lui recommande, entre autres, l'abbé Gaulin que M^{gr} Macdonell connaît fort bien et qui est aussitôt accepté.

Donc, le 20 octobre 1833, à Montréal, l'abbé Rémi Gaulin est sacré évêque de Thabraca, en Numidie (Afrique du Nord) et nommé coadjuteur de M^{gr} Macdonell avec future succession, ce qui devint fait accompli à la mort de M^{gr} Macdonell en 1840. Le fardeau est bien lourd et le pasteur dévoué parcourt en tous sens son diocèse qui compte, a-t-on estimé, 32 missions, 22 pasteurs de langues différentes et quelque 60 000 catholiques de diverses origines raciales. Il se cherche d'abord un collaborateur qu'il trouve dans la personne d'un jeune prêtre, l'abbé Patrick Dollard, émigré irlandais qui termine ses études théologiques au séminaire Saint-Sulpice, à Montréal; il lui confie la paroisse Saint-Joseph de Kingston en 1836. Devenu vicaire général en 1842, l'abbé Dollard est chargé par M^{gr} Gaulin de la construction de la cathédrale St. Mary's, qu'il réussit à financer à même les dons reçus de ses paroissiens et de ses amis québécois.

Dès sa nomination, M^{gr} Gaulin s'occupe de faire venir à Kingston les premières religieuses enseignantes de la Congrégation Notre-Dame,

en 1841, afin d'améliorer l'éducation des jeunes Kingstoniennes. C'est lui qui crée le diocèse de Toronto et qui en sacre le premier évêque M^{gr} Michael Power, l'année suivante, en 1842; il entreprend également les démarches pour construire sa cathédrale; il inaugure enfin le Collège Regiopolis, fondé en 1837 par M^{gr} Macdonell. Mais entre 1841 et 1843, sa santé mentale se détériore au point qu'il faut le surveiller sans cesse. En juin 1843, l'évêque de Toronto réussit à lui faire signer une lettre dans laquelle Gaulin lui cède tous les pouvoirs. Pourtant, c'est M^{gr} Bourget de Montréal qui viendra le chercher à Kingston cette année-là.

Dans l'intervalle, Rome avait nommé un successeur à M^{gr} Gaulin; ce fut l'abbé Patrick Phelan qui reçut ses bulles en juillet et fut sacré en août 1843.

À Montréal, M^{gr} Gaulin connut un regain de vie et rendit de précieux services à M^{gr} Bourget. Toutefois, il n'avait pas démissionné de son poste de Kingston et se croyait toujours l'évêque en titre de ce diocèse. Bien sûr, en 1849, le clergé de l'endroit, de même que les autorités religieuses des diocèses voisins n'étaient pas prêts à accepter son retour. Cependant, M^{gr} Gaulin résista à toutes ces oppositions et ne se résigna à céder la place que sur l'ordre du pape en décembre 1851. Mort le 8 mai 1857 à Sainte-Philomène (Québec), sa dépouille fut transférée à Kingston cinq jours plus tard et inhumée dans la cathédrale St. Mary's. On y trouve une sculpture représentant sa tête coiffée de la mitre.²⁸

Son successeur, l'abbé Patrick Phelan était aussi bilingue, mais d'origine Irlandaise. Né en 1795, il s'embarque pour l'Amérique en 1821 pour débarquer à Boston. Il se confie au prélat de cette ville qui le dirige vers Montréal, chez les sulpiciens. Ordonné prêtre en 1825, il est invité par ses protecteurs à faire du ministère dans la paroisse Notre-Dame. Il s'y consacrera pendant dix-sept ans, jusqu'au moment où M^{gr} Gaulin demanda qu'il soit nommé curé de Bytown. Il occupe en même temps son nouveau poste de vicaire général des diocèses de Montréal et de Kingston le 22 novembre 1842. C'est le 20 août 1843, à Montréal, que l'abbé Phelan fut sacré évêque de Carrhae et coadjuteur de l'évêque de Kingston, avec future succession. Le

pauvre prélat ne savait pas ce qui l'attendait. Il eut surtout à faire face aux ingérences constantes de son prédécesseur toujours en place. Et il héritait d'un diocèse immense où tout était à faire. L'éducation des filles étaient maintenant entre bonnes mains. Restait à créer un hôpital; grâce à l'appui de M^{gr} Bourget, de Montréal, il obtient un petit contingent des Religieuses hospitalières de Saint-Joseph, en 1845. C'est en 1848 que les jésuites acceptent d'occuper le Collège Regiopolis et que M^{gr} Phelan participe à la consécration de sa cathédrale. Deux ans plus tard, sans doute pour mieux asseoir l'autorité de son collaborateur, M^{gr} Turgeon le nomme vicaire général de l'archidiocèse de Québec.

Le 28 janvier 1853, à la demande de M^{gr} Phelan, trois frères des Écoles chrétiennes de Montréal, sous la direction du frère Rodolphe (Henry McGee), arrivent à Kingston. C'est une communauté bilingue qui peut enseigner aussi bien le français que l'anglais. Le 3 février, les frères commencent à donner leurs cours au Collège Regiopolis. Ils s'installent temporairement au palais épiscopal où il demeureront pendant cinq ans. Deux ans plus tard, deux autres frères viennent ouvrir deux classes à l'École Saint-Joseph, angle des rues Wellington et Gore pour déménager en 1857 à l'angle des rues Brock et Clergy dans une école non terminée. Leurs élèves de Regiopolis les suivent.

Toutes les écoles sont publiques et reçoivent aussi bien des élèves protestants que catholiques. Il n'y a qu'un conseil scolaire qui décide d'imposer un examen pédagogique aux enseignants québécois. Ceux-ci s'en tirent tellement bien qu'ils méritent toutes les félicitations du comité d'examen, en présence de M^{gr} Phelan et de son vicaire général M^{gr} Dollard, de l'évêque anglican, de son auxiliaire et de plusieurs membres du clergé. Ce fut la première et la dernière fois qu'on leur fit subir pareille épreuve.

Le dévouement et la science du frère Rodolphe lui assurèrent une solide réputation chez les catholiques et chez les protestants. Malheureusement, en 1857, il quitte Kingston pour aller enseigner aux États-Unis.

Les relations des frères avec les deux évêques d'origine québécoise, Gaulin et Phelan, avaient été cordiales. Cependant, leur successeur, M^{gr} Edward John Horan, ancien principal de l'École Normale Laval de Québec, nourrissait bien des préventions contre les frères; il commença par les faire sortir du palais épiscopal, puis il leur écrivit une lettre leur enjoignant de modifier leurs méthodes pédagogiques. L'un des enseignants, le frère Facile, s'en offusque et demande à ses compagnons de rentrer à Montréal aux vacances de 1863. Mais les commissaires d'école s'opposent à leur départ et l'évêque, après avoir délégué le frère Aphroates à Montréal pour intercéder en sa faveur auprès du supérieur provincial, se rend lui-même à la maison mère implorer le maintien de la communauté à Kingston. Le frère Arnold est nommé directeur et il ferme l'École Saint-Joseph. Il quitte à son tour Kingston pour Toronto en 1867 à la tête du *De La Salle Institute*. C'est sous son règne que fut créée la fanfare de Kingston qui était toujours disposée à participer aux cérémonies publiques. Kingston profita de la présence d'un autre excellent ouvrier, le frère Halmard, qui ne ménagea pas ses efforts au service de ses élèves. Il sera plus tard maître des novices à Toronto pour rentrer à son tour à Montréal à la fin du siècle.

En 1893, jugeant que les jésuites de Kingston étaient en mesure de prendre leur succession, le frère Reticius décida de ramener le reste de sa communauté à Montréal. Après quarante années de loyaux services, les Frères des Écoles chrétiennes pouvaient dire : « Mission accomplie. »²⁹

On doit encore à M^{gr} Phelan la création des diocèses d'Ottawa et de Hamilton, ainsi que la fondation de plusieurs écoles dans différentes paroisses. Après ses quatorze années de durs labeurs et d'une concurrence intempestive, M^{gr} Phelan n'a pas joui d'une longue période de liberté puisque, en assistant à l'inhumation de M^{gr} Gaulin en mai 1857, il prit lui-même un refroidissement l'entraînant dans la tombe le 6 juin suivant. Il est, lui aussi, inhumé dans la cathédrale St. Mary's.³⁰

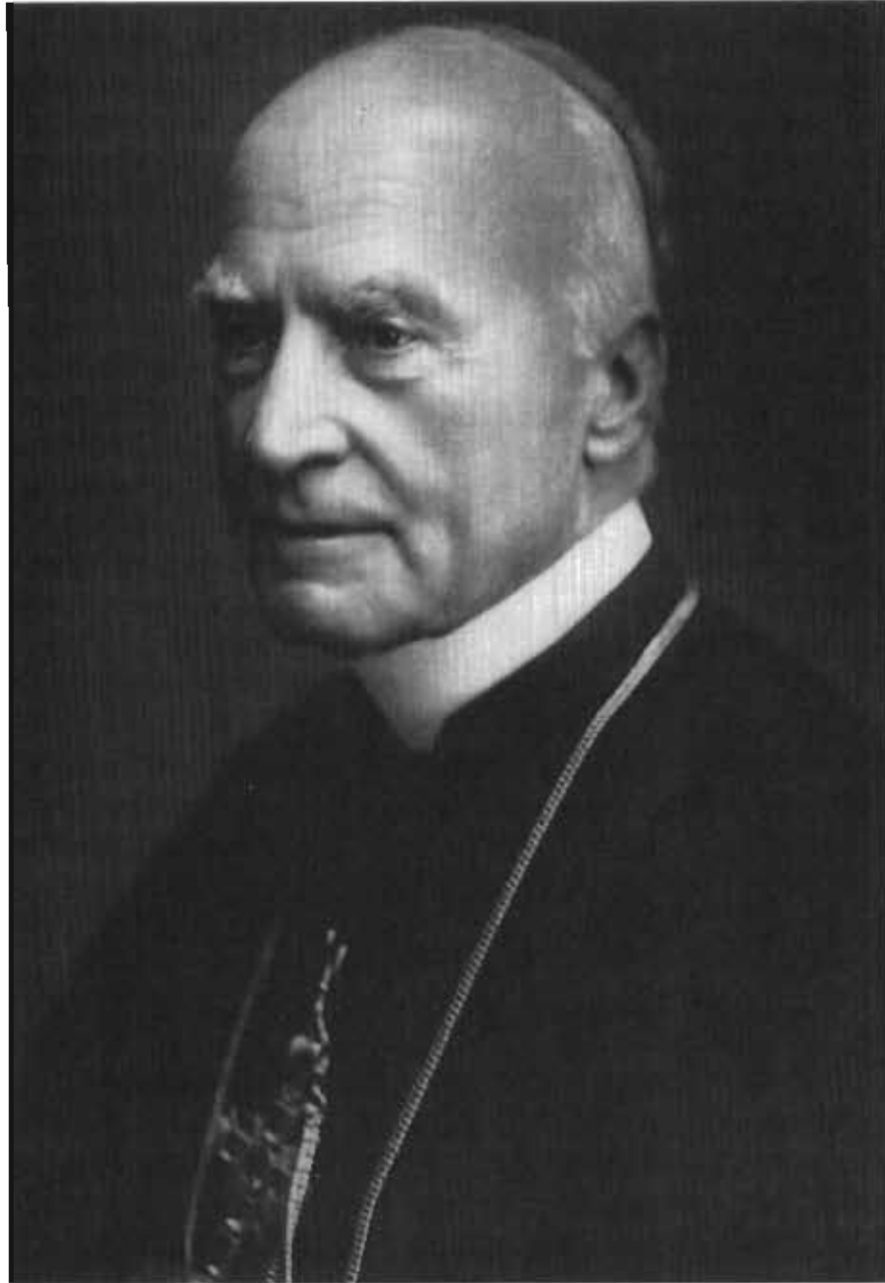
Le quatrième évêque de Kingston, vient également de l'archidiocèse de Québec. M^{gr} Edward John Horan fut sacré en mai 1858.

Né à Québec d'une famille anglophone, il fait ses études classiques en français au petit séminaire où il devient professeur d'anglais et d'histoire naturelle. Étant donné son goût prononcé pour les sciences, le séminaire l'envoie en février 1848 se spécialiser à Harvard (Mass.). Il y séjourne quelques mois, puis se rend à Yale suivre d'autres cours. Il rentre à Québec à l'automne pour reprendre son enseignement des sciences au petit séminaire. Dix ans plus tard, il est nommé évêque de Kingston. Sacré le 1^{er} mai 1858 dans l'église St. Patrick de Québec, il part immédiatement occuper son siège épiscopal vacant depuis près d'un an.

Une bonne partie de sa carrière épiscopale a été consacrée à la défense et à l'implantation des écoles catholiques et, à cette fin, il n'hésita pas à courtiser les hommes politiques du temps dont les deux principaux se trouvaient être l'omnipotent député de Kingston et Premier ministre du Canada, Sir John A. Macdonald, et l'honorable Joseph-Édouard Cauchon, membre influent du parti conservateur et condisciple de Horan au petit séminaire de Québec. De toutes façons, on ne peut pas dire que ses relations politiques avec ses amis conservateurs aient nui à l'administration de son diocèse et aux intérêts catholiques de ses ouailles. Retraité en 1874, M^{gr} Horan mourut l'année suivante.³¹

Deux évêques irlandais lui succèdent : M^{gr} John O'Brien en 1875, puis M^{gr} James Vincent Cleary en 1880. Ce fut ensuite le tour d'un autre Canadien français, cette fois un Franco-Ontarien, M^{gr} Charles-Hughes Gauthier. Né à Alexandria (Ontario) le 13 novembre 1843, Charles-Hughes fait ses études classiques au Collège Regiopolis, alors dirigé par les jésuites, à Kingston. Ordonné prêtre le 28 août 1867, il est nommé professeur de rhétorique; il est bientôt affecté au ministère de diverses paroisses des alentours, notamment Gananoque et Brockville. Élu vicaire général en 1891, puis archevêque de Kingston le 28 juillet 1898, il est sacré dans sa ville épiscopale le 18 octobre suivant. Il a laissé la réputation d'un excellent administrateur et il sut se faire aimer de tous, sans distinction de croyances.

Nommé archevêque d'Ottawa en 1910, M^{gr} Gauthier eut à traverser la période troublée du Règlement XVII et à défendre la cause



M^{GR} CHARLES-HUGUES GAUTHIER (1843-1922)
septième évêque et deuxième archevêque de Kingston (1898-1910)

Sourcc : Archives nationales du Canada, PA165160

des écoles séparées catholiques de langue française. À sa mort survenue le 19 janvier 1922, à l'âge de 78 ans, *Le Droit* l'a appelé « le Pontife de la douceur et de la bonté. »³²

La contribution de ces quatre évêques catholiques dont trois québécois et un franco-ontarien et de ces quatre communautés religieuses québécoises à la vie spirituelle et socioculturelle des Kingstoniens n'a donc pas été négligeable.

12. LA VIE POLITIQUE

Dans l'intervalle, la ville de Kingston grandit. Première capitale du Haut-Canada en 1791, elle est choisie première capitale du Canada en vertu de la nouvelle constitution de 1840. La première session ouvre le 8 juillet 1841. Le premier orateur de la Chambre est Augustin Cuvillier, un Canadien français et l'un des fondateurs de la Banque de Montréal. Parmi les 22 nouveaux députés francophones les plus connus, signalons M. Étienne Parent, rédacteur du journal le plus vigoureux de l'époque, *Le Canadien*, et représentant du Saguenay; MM. Denis-Benjamin Viger, André-Norbert Morin, Étienne-Pascal Taché et surtout Louis-Hippolyte La Fontaine, celui qui, avec Robert Baldwin, a assuré aux Canadiens leur liberté constitutionnelle contre les empiètements des gouverneurs. C'est à Kingston que La Fontaine prononça son fameux discours sur les droits de la langue française, qui réussit à faire accepter l'anglais et le français comme langues officielles du Parlement. On se rappellera que, deux fois battu dans York, Baldwin se fit élire par acclamation dans le comté de Rimouski (Québec). Rien d'étonnant qu'il remercie des électeurs aussi larges d'esprit en leur écrivant : « Ce fait seul réfute mieux que tous les arguments les fausses imputations... que la lutte des Canadiens français était une lutte de races, qu'ils étaient des hommes intraitables. »³³

À cette vingtaine de députés viennent s'ajouter les bibliothécaires, traducteurs, secrétaires et commis nécessaires à ce Parlement. C'est ainsi que la capitale d'alors dut s'honorer de la présence d'un homme qui a élevé un monument impérissable aux lettres françaises du Canada, celui qui a colligé dans son recueil, *Le Répertoire national*,

toutes les œuvres non publiées qui méritaient de survivre, soit M. James (baptisé Jacques) Huston, traducteur adjoint au Parlement. En 1842, lorsque, sur la proposition d'Étienne Parent, la Chambre accepte de faire traduire les lois, James Huston arrive dans la capitale. Venant de Québec, il s'embête cordialement à Kingston et il ne se gêne pas pour l'écrire : « Fatigué par l'ouvrage de la semaine finie, fatigué par la vue d'une ville aussi plate que l'est Kingston, fatigué par la vue d'un grand nombre de petits grands hommes se donnant l'air de quelque chose depuis que leur village est la capitale du Canada, je ne savais où donner de la tête ou plutôt où donner des jambes; le spleen m'étreignant dans ses bras britanniques. »³⁴

Pour tromper cet ennui, notre traducteur se rend en voiture sur le pont de glace par l'île Wolfe jusqu'à Cape Vincent (N.Y.) où, en compagnie de camarades, il va passer la journée dans cet autre village qui compte à cette époque 60 familles canadiennes-françaises.³⁵

Huston n'est pas le seul à avoir décrié la capitale du temps. Les parlementaires eux-mêmes déclarent officiellement que Kingston n'est pas un endroit convenable pour le siège du gouvernement. Cette ville est trop à l'ouest du pays; le représentant de Gaspé, par exemple, mettait dix-sept jours à se rendre à son siège, parcourant presque 1 000 milles par des moyens de fortune; tant et si bien que, par un vote de 51 voix contre 27, la Chambre décide de déménager à Montréal vers le 15 juin 1844. C'est ainsi que Kingston échappe au sort réservé à la future capitale, Ottawa, soit celui de devenir officiellement une ville bilingue.

La vie simple et tranquille continue à Kingston, désormais privée de son Parlement. Une exception : un évènement extraordinaire a lieu juste avant la fin du siècle, soit la visite du comte de Paris, prétendant au trône de France, et de son fils, le duc d'Orléans et leur suite de seize personnes qui passent une journée dans la petite ville loyaliste !

Après le déménagement du Parlement à Montréal, la population française a diminué, car en 1865, le comté de Frontenac ne signale

que 613 personnes d'origine française, dont 56 à Kingston. Les autres, pour la plupart (soit 202) habitent les îles Wolfe et Garden et servent au flottage du bois, profession qui eut ses hauts et ses bas entre 1790 et 1910. Dileno Dexter Calvin, marchand de bois américain installé à l'île Garden, en face de Kingston, avait 500 employés en 1844, la plupart québécois. Ils ne passaient pas toute l'année dans ce qu'ils appelaient aussi « l'île au jardin ». Ils arrivaient au printemps et repartaient à l'automne sur les derniers trains de bois. À ses meilleurs jours, la population régulière de l'île atteignait 800 personnes qui accueillait au printemps les travailleurs importés. De sorte que c'était un coin vraiment bilingue où l'on a dû danser des gîgues et des *reels*, y chanter des chansons à boire et y faire de joyeuses veillées en consommant du « caribou ». Le jour, il devait y régner une grande activité, car on descendait une trentaine de trains de bois par saison. Le chef de train le plus illustre a été Aimé Guérin qui venait de Laprairie, savait très peu l'anglais, mais connaissait bien son métier. Un jour, occupé à surveiller ses hommes dans l'île Garden, il aperçoit une colonne de fumée s'élevant au-dessus de Kingston. Il prend sa lunette d'approche et découvre avec horreur que le feu s'est déclaré dans le superbe dôme de l'hôtel de ville, ancien parlement de Kingston. Guérin ne perd pas de temps et organise son équipe. À l'aide d'un remorqueur muni de pompes, il réussit à éteindre l'incendie et à sauver l'édifice !³⁶

13. LA VIE ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE

Au début du XIX^e siècle, le commerce de Kingston dépendait complètement des marchands de Montréal et de Québec qui commandaient, recevaient, examinaient la marchandise, la faisaient voiturier à Lachine d'où les bateliers la transportaient jusqu'à Kingston et ailleurs. Le marchand de Kingston ayant besoin de faire venir certains effets de Londres devait donc passer par une maison de Montréal qui prélevait, pour sa peine, cinq pour cent sur la facture anglaise. Il n'y avait donc aucune communication directe entre les commerçants du Haut-Canada et de Londres. De plus, le marchand était à la merci des bateliers qui ne prenaient pas toujours les précautions nécessaires. Parfois, les pièces de coton et les matières

périssables étaient entassées négligemment dans les bateaux ou pas assez recouvertes, de sorte qu'elles étaient gâtées par la pluie et l'eau du fleuve. Parfois aussi, les bateaux éprouvaient des retards et le marchand n'avait aucun recours contre les transporteurs.

Dans sa correspondance, Richard Cartwright mentionne souvent un fier-à-bras du nom de Morisseau qui était à peu près toujours ivre et qui passait presque tout son temps à terre avec des femmes de conduite douteuse, mais qui rendait toujours un compte exact de chaque article de ses cargaisons.³⁷

D'après le *Kingston Directory*, il y avait à Kingston, à la fin du siècle, une centaine de familles françaises parmi lesquelles figuraient un médecin (D' Dupuis), un professeur de musique (M. Desrochers), un professeur de français (Dyogène Caron), quelques officiers d'artillerie (major Taschereau, lieutenant-colonel Montizambert) et, au dire du *Kingston Directory*, l'« homme le plus habile en affaires », F.-X. Cousineau du 80, rue Princess. Voici l'une de ses annonces publicitaires :

Ses nouvelles toilettes remplissent son magasin
Avec tout un assortiment de marchandises à bas prix
Toute la ville parle de ces aubaines
Alors, venez chez Cousineau !³⁸

Au plan économique et commercial, les francophones peuvent compter sur la présence de leurs compatriotes dans la plupart des métiers et des professions. Nous avons déjà relevé le nom du célèbre maçon Rocheleau et du forgeron Valière; aujourd'hui le nombre d'officiers, professeurs et élèves des grandes écoles militaires, des institutrices et instituteurs des écoles des conseils scolaires protestants et catholiques, des écoles d'immersion forment toute une population à elle seule; ajoutons, notamment, les ingénieurs des grandes compagnies du textile et des alumineries, les psychologues et les gardiens de pénitenciers, les directeurs de petites et moyennes entreprises, les entrepreneurs en construction, en électricité, en plomberie, les infirmières. Tout un petit monde !

14. LA VIE FRANÇAISE

En 1991, dans le but de mieux faire connaître la vitalité française à Kingston, l'Association canadienne-française de l'Ontario, Conseil régional des Milles-Îles, a publié un *Guide des ressources françaises de Kingston*; c'est un répertoire des professions, commerces, organismes et institutions offrant des services en français et/ou des produits d'intérêt aux parlants français de la ville de Kingston.³⁹ Plus de deux cents entreprises ou représentants y sont répertoriés. On peut donc y exercer en français la plupart de ses activités. Un tel répertoire est un instrument indispensable pour vivre en français à Kingston.

La toponymie française subsiste à Kingston. La ville a conservé les noms illustres du régime français, Frontenac et La Salle, dans une infinité de raisons commerciales. Il y aurait d'autres noms qui ont été intimement mêlés à la vie kingstonienne : ceux des commandants du Fort Frontenac tels que Tonti, Bourlamaque, Ramezay, Joncaire, De Louvigny; ceux des officiers célèbres qui y ont séjourné : Vaudreuil, Montcalm, Lévis, Malartic. Sous le régime anglais : la baronne de Longueuil; le commodore Joseph Bouchette, « le plus bel homme de son temps »; Jacques Viger, le capitaine des *Voltigeurs*; Joseph Mermet, « l'Apollon de Kingston »; des politiciens comme La Fontaine, Parent et pourquoi pas le champion des « raftsmen », Aimé Guérin. Les *Voltigeurs* qui ont immortalisé la ville de Château-guay pourraient aussi contribuer à enrichir le passé historique de la « cité de la pierre à chaux ».

Mentionnons enfin la contribution importante des premiers évêques de Kingston, qui parlaient tous le français. En plus de leur travail de pasteurs, ils ont enrichi la ville d'un hospice-orphelinat, d'un hôpital et d'écoles de grande qualité.

Honneur à tous ces anciens et ces anciennes qui ont participé à la transformation de la petite bourgade de Cataracoui en l'une des plus belles villes du pays.

NOTES

1. *Bibliothèque canadienne*, Tome IX, 1929, p. 268.
2. J. A. Roy, *Kingston, the King's Town*. Manuscrit, Queen's University Library. p. 16.
3. Richard Cartwright, John Munroe, John Macdonell, *Report of the Proceedings of the Commissioners for Settling Duties in 1795*, Kingston, 23 août 1799, MMS Queen's University Library.
4. *Registre des baptêmes, mariages, sépultures de la paroisse Saint-François, Église Notre-Dame, Montréal*. Archives publiques du Canada, Lower Canada Trade Licenses.
5. Roy, *op. cit.*, p. 54.
6. Richard Cartwright, *op. cit.*
7. Richard Cartwright, Lettre au capitaine Richard Porter, Kingston, 7 juillet 1791. MSS Queen's U. Library.
8. Roy, *op. cit.*, p. 62
9. Mémoire de l'abbé Desjardins à Lord Simcoe, le 19 septembre 1793, cité dans J. Edmond Roy, *Rapport sur les Archives de France relatives à l'histoire du Canada*, Ottawa, 1911.
10. La Rochefoucault-Liancourt, *Voyage dans les États-Unis d'Amérique, 1795-1797*.
11. Isaac Weld, *Travels through North America*, 2 vol. London, 1800, 1. p. 63.
12. E. H. Johnson, *Every Man his own Guide at Niagara Falls*, Buffalo, 1952.
13. J. Edmond Roy, *op. cit.*
14. Lucy Textor, *A colony of French Emigrés in Canada, 1798-1816*. Toronto, 1905.
15. A. H. Young, *The Paris Register of Kingston*, Kingston. 1921, passim.
16. George Lothrop Starr, *Old St. George's* (Kingston 1913), p. 33.
17. *L'Informel*, 6^e année, N^o 3, avril 1988. Claude Bordeleau, «Pionniers de Cataracoui.»

18. Archives du Palais épiscopal, Québec, M^{sr} Plessis au révérend Alex Macdonell, Saint-Raphaël, 15 mai 1807 et 15 octobre 1807.
19. *Ibid.*, M^{sr} Plessis au révérend Macdonell, 7 février 1906.
20. Archives du Séminaire de Québec. Capitaine Jacques Viger. *Ma Saberdache*, vol. 3, p. 1 à 27.
21. Archives du Palais épiscopal, Québec, M^{sr} Plessis à l'abbé Rémi Gaulin, 26 janvier 1812.
22. Viger, *op. cit.*, vol. 5, p. 100.
23. *Ibid.*, vol. 5, p. 161.
24. *Ibid.*, p. 140.
25. *Ibid.*, vol. 2 et 3, *passim*.
26. Hodgins, *Documentary History of Education in Upper Canada* (Toronto 1894), vol. I, p. 166.
27. Lapp, *The Schools of Kingston*, (Kingston, 1937) Queen's University Library.
28. M^{sr} Rémi Gaulin, voir l'étude de Robert Choquette dans *Dictionnaire biographique du Canada* (Les Presses de l'Université Laval, Québec) vol. VIII, pp. 351-353. Voir aussi Paul-François Sylvestre, *Les Évêques franco-ontariens, 1833-1986*. Éditions Asticou, Hull, Québec, 1986.
29. Ces renseignements sont tirés de Nive Voisine, *Les Frères des Écoles chrétiennes au Canada*, (Sainte-Foy, Éditions Anne-Sigler), 1987 et de *L'œuvre d'un siècle 1837-1937; les Frères des Écoles chrétiennes au Canada* (Montréal, éd. FEC), 1937.
30. DBC, vol. VIII, p. 780-781.
31. *Ibid.*, vol. X, pp. 394-396.
32. Papiers Gauthier, Archives, Archidiocèse d'Ottawa.
33. Antoine Gérin-Lajoie, *Dix ans au Canada*, (Québec, 1888), p. 145.
34. James Huston, *Le Répertoire national*, II, p. 318.
35. N. H. Casles, *Cape Vincent and its History*, (Watertown, N.Y.), 1906.
36. Clover and Calvin, *A Corner of Empire*, p. 37 et suivantes.

37. C. E. Cartwright, *Life and letters of the late Hon. Richard Cartwright*, (Toronto, 1876); p. 77

38. *Kingston Directory 1881-82*, p. 42.

39. *Guide des ressources françaises de Kingston*, Kingston, 1991.

